



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

TOUS ATTAQUÉS, C'EST TOUS ENSEMBLE

QU'ON POURRA FAIRE RECULER CE GOUVERNEMENT !

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

21 FEVRIER 2018

Macron poursuit sa guerre sociale contre l'ensemble des classes populaires. Après les ordonnances cassant le Code du travail, puis l'offensive engagée pour instaurer le tri social à l'école et avant la réforme de l'assurance chômage, ce sont les salariés du secteur public qui sont dans le collimateur.

SALARIES DU PUBLIC, DU PRIVE, USAGERS, TOUS ATTAQUES

Le gouvernement a décidé de s'en prendre à tous les services publics. Tout ce qui n'est pas rentable doit être restructuré ou fermé : des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, des lignes de trains, des trésoreries, des antennes de Caisses d'Allocations familiales...

C'est dans ce contexte que le 1^{er} février, le gouvernement a lancé une attaque sans précédent contre les fonctionnaires. Hormis l'armée et la police, les budgets vont fondre. L'objectif est de supprimer 120 000 fonctionnaires d'ici à 2022 et de généraliser l'emploi de contractuels, eux qui n'ont même pas les droits des salariés du privé et dont on peut se débarrasser plus facilement.

Et le gouvernement compte également s'en prendre aux maigres protections offertes par le « statut » de fonctionnaires, entre autres par un « plan de départs volontaires », c'est à dire de licenciements déguisés, comme dans le privé.



L'ATTAQUE CONTRE LES CHEMINOTS EST UNE ATTAQUE CONTRE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

La semaine dernière, dans le rapport remis au gouvernement, Spinetta, l'ancien patron d'Air France, propose cette fois de s'en prendre au « statut » des cheminots. Pour mener son offensive, le gouvernement présente les cheminots comme accrochés à leurs « privilèges ».

Mais où sont les « privilèges » lorsqu'on sait que l'embauche se fait le plus souvent au SMIC et que de nombreux cheminots prennent leur retraite, avec un salaire qui ne dépasse pas 1 500 euros par mois ? Où sont les privilèges lorsque les horaires décalés sont la norme, avec des plannings parfois bouleversés au dernier moment ?

En fait, les cheminots connaissent les mêmes

problèmes que partout: des salaires qui stagnent et des postes de plus en plus difficiles à tenir, faute d'embauches. Sans oublier que de plus en plus de cheminots, aujourd'hui, comme à La Poste ou dans les hôpitaux, sont des « contractuels » ou embauchés en CDD.

Le seul prétendu « privilège » de ceux qui ont encore le statut cheminot, c'est la sécurité de l'emploi. Un « privilège » qu'il faudrait justement étendre à tous les salariés. Or, ce que veulent le gouvernement et la direction de la SNCF, c'est pouvoir licencier en toute liberté et étendre la menace du chômage à l'ensemble des salariés de la SNCF !

CONSTRUIRE UN TOUS ENSEMBLE CONTRE CE GOUVERNEMENT

Mais à force de multiplier les attaques tous azimuts, le gouvernement fait monter la colère contre lui. Dans les hôpitaux, les grèves se multiplient. Contre les réformes de l'enseignement qui cherchent à exclure encore plus les jeunes des familles populaires de l'accès à l'université, lycéens, étudiants et enseignants ont commencé à se mobiliser. Une grève des travailleurs sans papiers a également démarré dans l'intérim, depuis une semaine. Chez Pimkie, Carrefour ou Castorama, les plans de licenciement ne passent pas.

Jeudi 22 mars prochain, une journée de grève et de manifestation est appelée dans la fonction publique. Le même jour, la CGT appelle à une manifestation nationale des cheminots pour la défense de leur « statut ». Cette date peut être l'occasion d'un premier tous ensemble, secteur privé et public, lycéens, étudiants et salariés réunis.

Même si pour gagner et faire reculer ce gouvernement, une seule journée de grève ne suffira pas. Car ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale reconductible qui soit à même de bloquer le pays, comme il y a presque 50 ans, en mai-juin 1968.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



ECOLE, DANS L'ORNE : -10 MILLIONS D'EUROS.

C'est le montant que le gouvernement a subtilisé à l'enseignement public. Ces 10 millions d'euros sont offerts dans un même mouvement sur un plateau d'argent à l'enseignement privé, largement confessionnel. Dans ces écoles gavées de subventions, se perpétue l'entre-soi des classes dominantes.

Cet argent manquera dans nos écoles, nos collèges, nos lycées, nos universités. Bâtiments vétustes, sur-effectifs en classe, personnels à bout, manque de remplaçants, manque de RASED... mais le gouvernement estime manifestement que ce n'est pas encore assez puisqu'il supprime des postes et réduit les budgets.

Alors qu'il aurait été possible de profiter de la baisse des effectifs pour améliorer les conditions d'enseignement, il est proposé pour les collèges une dotation horaire globale insuffisante fragilisant les élèves qui ont le plus besoin d'aide et pour le primaire une carte scolaire catastrophique.

Et que dire du recteur qui a littéralement spolié nos enfants en supprimant proportionnellement plus de postes à l'Orne qu'aux autres départements de l'académie ! Dans les écoles primaires, ce ne seront pas moins de 27 fermetures de classes contre 8 ouvertures ; sans compter les mesures diverses qui sont toutes en notre défaveur. Ça suffit ! Il faut réagir, ne nous laissons plus faire !

RETOUR A L'ENVOYEUR

D'après le journal « Médiapart », le parquet de Nanterre a rendu un réquisitoire fin janvier considérant l'utilisation intensive de la sous-traitance comme relevant du « *prêt de main-d'oeuvre illicite et du délit de marchandage* ».

Deux syndicats avaient porté plainte au TGI de Paris mais ce serait la mort accidentelle d'un livreur qui en serait à l'origine. Il s'était noyé en tentant de récupérer un colis tombé dans la Seine. Il travaillait depuis deux jours pour un sous-traitant de La Poste qui ne l'avait pas déclaré, sous prétexte qu'il ne s'agissait que d'une « *formation* ».

Dans cette agence de La Poste, 80% des livraisons de colis étaient sous-traitées. Les grands groupes comme La Poste ou Renault sous-traitent leurs sales coups à des entreprises prestataires et essaient de passer ensuite pour des entreprises vertueuses. Il est grand temps que leurs gros mensonges soient dévoilés.

LE CHIFFRE : 13 ANS

Les riches vivent 13 ans de plus que les pauvres. Une étude de l'Insee montre que les niveaux de revenus ont une grande influence sur l'espérance de vie, surtout pour les hommes. « Plus on est aisé, plus l'espérance de vie est élevée. »

Cette évidence intuitive a été chiffrée par l'Insee dans une étude sur l'impact du niveau de vie sur l'espérance de vie. Résultat : 13 années séparent les 5 % des hommes les plus aisés des 5% les plus pauvres. Avec en moyenne 5 800 euros par mois, les premiers ont une espérance de 84,4 ans, contre 71,7 pour ceux dont le revenu tourne autour de 470 euros.

DE L'ARGENT POUR LA SANTE, PAS POUR L'ARMEE !

La loi de programmation militaire prévoit un budget de 295 milliards d'euros pour la période 2019-2025. Un jackpot historique : une pluie d'argent va rentrer dans les coffres de Dassault et des autres marchands de mort via les commandes d'armement.

Avec sa belle armée toute neuve, l'impérialisme français va pouvoir renforcer ses opérations extérieures aux quatre coins du monde. Cette politique guerrière, ce sera à nous d'en payer le prix : Macron veut supprimer 120 000 postes de fonctionnaires (profs, infirmières...), réduit les allocations chômage, les indemnités de licenciement et les aides aux plus pauvres. Et ils nous rabâchent encore qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses...

LA HONTE

Le gouvernement prépare une loi « asile et immigration » qui va aggraver la situation déjà invivable des migrantEs en France. Des milliers de personnes qui fuient la misère ou la répression de dictatures corrompues sont accueillies en France dans des conditions déplorables. Souvent seule la solidarité des habitants assure aux migrantEs le nécessaire : un toit, de la nourriture, des vêtements, un peu d'humanité ...

Avec la loi qui se prépare, Macron veut restreindre le droit d'asile, augmenter les demandeurs déboutés et en expulser toujours plus. C'est une loi ignoble. Même les avocats de la Commission nationale du droit d'asile, ont annoncé qu'ils allaient se mettre en grève. Macron se prétend « ni de droite ni de gauche » mais fait la politique la plus à droite possible.

Cette politique caresse dans le sens du poil les préjugés racistes et xénophobes colportés par l'extrême droite, toujours à la recherche de boucs émissaires pour épargner les véritables responsables des difficultés sociales : les amis de Macron, les quelques dizaines de milliers de riches, d'actionnaires dont le but dans la vie est de s'en mettre toujours plus dans les poches. A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, une grande manifestation sera organisée à Paris le 17 mars contre le projet de loi scélérate de Macron. Le NPA en sera.

CATASTROPHE HUMANITAIRE AU YEMEN,

C'est l'effroi qui domine à la vue des images qui nous parviennent de la situation au Yemen : bombardements et désolation ; épidémie de choléra, la famine pour des millions de yéménites ; des enfants fouillant les décharges pour s'alimenter. Depuis 2015, la guerre à mort menée par l'Arabie Saoudite et ses alliés contre la rébellion houthie soutenue par l'Iran a conduit selon l'ONU à la pire crise humanitaire depuis longtemps.

Mais ce qu'on sait moins, c'est la quantité impressionnante de matériel militaire français engagé dans cette guerre: bombes, avions ravitailleurs, canons Caesar, blindés légers ... vendus à l'Arabie Saoudite ou aux Emirats du Golfe. Interrogée sur ce point sur France Inter le 9 février dernier, la ministre de la Défense osait dire que « ces armes n'étaient pas censées être utilisées ». Du Canada à l'Allemagne, en passant par la Hollande, la Norvège et la Belgique, il y a pourtant des pays qui ont gelé leurs ventes d'armes aux pays engagés dans ce conflit. Pas la France.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**